

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION GENERALE
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
ET DU DEVELOPPEMENT

Les groupements d'éleveurs et la gestion de la santé animale

Synthèse de la journée du 26 mai 1999

Santo Domingo

République Dominicaine

Juillet 1999



Cirad-emvt
Antenne Martinique
BP 427
97 204 Fort de France
cedex

REPUBLIQUE FRANCAISE

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DIRECTION GENERALE
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
ET DU DEVELOPPEMENT

Les groupements d'éleveurs et la gestion de la santé animale

Synthèse de la journée du 26 mai 1999

Santo Domingo

République Dominicaine

Juillet 1999



Cirad-emvt
Antenne Martinique
BP 427
97 204 Fort de France
cedex

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
1.1. Participants	3
1.2. Intervenants	3
1.3. Programme.....	4
2. DEBATS ET CONCLUSIONS.....	4
2.1. Situation actuelle	4
2.2. Propositions d'actions	5
3. INTERVENTION DU Dr ROSE-ROSETTE (GDS Martinique)	6
3.1. Présentation du programme de lutte contre les tiques du bétail à la Martinique	6
3.1.1. Durée.....	6
3.1.2. Partenaires	6
3.2. Pourquoi créer des associations sanitaires d'éleveurs ?.....	7
3.2.1. Contexte sanitaire à la Martinique	7
3.2.2. Niveau général de développement économique.....	7
3.2.3. Fonctions principales des groupements sanitaires.....	8
3.3. Critères à remplir par les groupements sanitaires	9
3.3.1. Critères administratifs et financiers.....	9
3.4. Critères humains.....	9
4. INTERVENTION DE MM. LODIN ET CHERDIEU (UDGDS GUADELOUPE).....	9
4.1. Description de l'élevage de la Guadeloupe	9
4.2. Situation épidémiologique.....	10
4.3. La structure	10
4.4. Ses actions.....	11
4.5. Lutte contre la tique.....	12
5. INTERVENTION DE M. A. FABIAN (Fondation CIMARRON)	12
6. INTERVENTION DE M. J-J. DELATE (Ministère Français de l'Agriculture)	22
7. ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS.....	27
8. ANNEXE 2 : LISTE DES INTERVENANTS	29
9. ANNEXE 3 : PROGRAMME DE LA JOURNEE	30

1. INTRODUCTION

Le 26 mai 1999 s'est tenu à Santo Domingo en République Dominicaine, une journée d'information consacrée aux rôles des organisations d'éleveurs dans la prise en charge et la gestion de la santé animale.

Cette journée a été co-organisée par le Cirad-emvt (Centre de Coopération en Recherche Agronomique pour le Développement, Département Elevage et Médecine Vétérinaire), la Fondation CIMARRON et l'Ambassade de France en République Dominicaine grâce au concours financier du Ministère des Affaires Etrangères (Direction Générale de la Coopération Internationale du Développement - FAC / Fonds d'Aide et de Coopération).

1.1. Participants

Cette journée a réuni de nombreux représentants Dominicains et Haïtiens de l'Administration de l'Agriculture, d'Organisations Non Gouvernementales, d'Instituts d'enseignement de recherche et de développement.

La liste détaillée des participants figure en annexe 1.

1.2. Intervenants

Lors de cette journée, les différents intervenants ont exposé à partir de la réglementation française et de leurs propres expériences professionnelles, les différentes possibilités de prise en charge d'actions visant à améliorer la santé animale par des organisations d'éleveurs.

M. Lodin, Président de L'Union des GDS de Guadeloupe et Me Rose-Rosette, conseillère technique auprès des GDS de Martinique ont présenté les activités des groupements d'éleveurs dans ces deux départements français des Antilles ainsi que la philosophie qui les anime.

M. Delate, Vétérinaire de l'Administration Centrale du Ministère Français de l'Agriculture a insisté sur les aspects liés à l'interface entre les GDS et les services de l'Etat, le mandat sanitaire et les fonctions régaliennes en matière de santé animale.

Enfin, Angel Fabian, Président de la Fondation CIMARRON a présenté les résultats obtenus par le Projet Pilote de Vaccination contre la Peste Porcine dans la région Nord-Ouest de la République Dominicaine.

La liste détaillée des différents intervenants figure en annexe 2.

Un support pédagogique spécifique a été distribué et présenté aux participants pour illustrer le rôle des acteurs et le fonctionnement de la plupart des GDS.

1.3. Programme

La matinée a été consacrée aux exposés des différents intervenants. L'après-midi a été réservé à un débat ouvert entre les invités et les intervenants sur la base des présentations du matin.

Le programme détaillé figure en annexe 3.

2. DEBATS ET CONCLUSIONS

Cette journée a permis de décrire la finalité d'un GDS à des participants aussi variés que les services vétérinaires, les éleveurs organisés, les vétérinaires privés ou les infirmiers vétérinaires, les groupements de paysans, les ONG, en expliquant la place que chacun doit tenir dans cette organisation technique et professionnelle.

Les débats ont principalement porté sur l'amélioration de la couverture sanitaire du cheptel porcin sur Hispaniola vis-à-vis de la Peste Porcine Classique (PPC).

2.1. Situation actuelle

Actuellement, les campagnes de vaccination sont organisées le plus souvent lors de l'apparition des épizooties. En ce qui concerne les vaccinations de rappel, et plus particulièrement pour les jeunes porcelets, le suivi est insuffisant et il existe de nombreuses zones où la couverture immunitaire est insuffisante. Ceci se traduit par de nouveaux foyers de peste.

La promotion des GDS en production porcine se justifie pour de multiples raisons. Les structures locales qui doivent assurer la couverture technique et sanitaire ne disposent pas :

- de ressources humaines suffisantes,
- le réseau de vétérinaires libéraux est souvent insuffisant ou peu intéressé,
- les structures publiques ont des budgets de fonctionnement qui ne permettent pas la plupart du temps la réalisation pratique des actions de prophylaxie.

Par ailleurs, les éleveurs structurés sont fortement minoritaires et ne se préoccupent pas de l'élevage informel, ce qui laisse la majeure partie du cheptel sans couverture sanitaire.

A l'heure actuelle, les obstacles qui doivent être levés sont :

- achever de convaincre les services publics que l'exécution pratique de la prophylaxie n'est pas du ressort du service public, mais que ce dernier doit assurer la maîtrise d'ouvrage et le contrôle de la qualité des prestations des opérateurs. A ce titre, l'Etat doit gérer les campagnes de prophylaxie et les stocks de vaccin.
- mobiliser les vétérinaires privés pour qu'ils effectuent les actions de prophylaxie, soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire d'agents vétérinaires dont ils devront assurer l'encadrement technique et qui seront sous leur responsabilité,
- proposer ou réactualiser les législations locales pour introduire le cas échéant la notion de mandat sanitaire. Il est indispensable de définir un cadre institutionnel pour autoriser les personnes morales ou privées d'effectuer la vaccination.

- convaincre les groupements divers déjà présents sur le terrain de se diversifier en intégrant dans leurs attributions le travail d'encadrement et d'animation de la prophylaxie sanitaire et médicale,
- motiver les éleveurs à adhérer aux GDS,
- impliquer dans ce type d'organisation, au travers des conseils d'administration et des prises de décision, tous les partenaires professionnels et institutionnels de la filière : vétérinaires privés, groupements d'éleveurs, services vétérinaires, etc., afin de constituer une véritable interprofession du sanitaire.

Ces organisations mutualistes ont l'avantage de pouvoir fédérer une majorité d'éleveurs et de permettre d'initier d'autres opérations collectives sans en exclure les autres partenaires privés et institutionnels.

2.2. Propositions d'actions

L'expérience de vaccination contre la Peste Porcine Classique conduite dans le Nord-Ouest de la République Dominicaine a montré que l'on pouvait travailler de manière très rapide, exhaustive et à un coût très modéré (31,6 RD\$ / animal vacciné). Face à ce programme, les éleveurs ont montré une forte motivation et une adhésion massive. Ceci a permis la création en quelques semaines d'une cinquantaine de groupements locaux d'éleveurs prêts à s'investir dans des activités de lutte contre la peste porcine.

Cette expérience mériterait d'être étendue à un niveau régional mais avec un certain nombre de préalables spécifiques aux particularités épidémiologiques de cette maladie :

- Evaluer la couverture immunitaire du cheptel vacciné par le Projet Pilote pour préciser l'efficacité de ce programme pilote,
- Définir les besoins nationaux et régionaux en terme de vaccination : un travail d'épidémiologie devrait être entrepris, notamment dans les grands élevages pour déterminer la situation sur la circulation du virus de la PPC (différenciation du virus vaccinal du virus sauvage),
- Etablir des cartes épidémiologiques prenant en compte les flux d'animaux, notamment en zone frontalière entre Haïti et la République Dominicaine,
- Elaborer une stratégie de vaccination périodique et planifiée,
- Formaliser le rôle et l'existence des groupements d'éleveurs dans ce type de programme : statuts, reconnaissance officielle, etc.
- Envisager la mise en place de campagnes de sensibilisation et de communication auprès de tous les acteurs concernés : éleveurs, marchands de bestiaux, auxiliaire de santé animale, vétérinaires privés, etc.,
- Mettre en place un système d'épidémiosurveillance vis-à-vis de la PPC.

Un projet régional devrait être mis en place conjointement en Haïti et en République Dominicaine. La stratégie à adopter resterait à définir par le comité bipartite pour la lutte contre la peste porcine classique sur Hispaniola.

3. INTERVENTION DU Dr ROSE-ROSETTE (GDS Martinique)

IMPORTANCE DES ORGANISATIONS SANITAIRES D'ELEVEURS : ANALYSE AU TRAVERS DU PROGRAMME DE LUTTE CONTRE LES TIQUES DU BETAIL A LA MARTINIQUE

**Journées d'information à propos des associations sanitaires d'éleveurs
SAINT-DOMINGUE, mai 1999.**

Dr Françoise ROSE-ROSETTE
Chef de projet de la phase 1994-1998 du programme de lutte
contre les tiques du bétail à la Martinique.

3.1. Présentation du programme de lutte contre les tiques du bétail à la Martinique

3.1.1. Durée

Ce programme s'est déroulé pendant 5 ans, de 1994 à 1998. Il a eu pour objectifs :

- l'identification généralisée du cheptel bovin de l'île,
- l'éradication de la tique sénégalaise *Amblyoma variegatum*.

3.1.2. Partenaires

- Encadrement scientifique : Cirad-emvt
- Bailleurs de fond : Union Européenne, Etat, Conseil régional, Conseil général, Eleveurs
- Instance de contrôle immédiate : Direction des services vétérinaires de la Martinique.
L'exécution des dépenses et des actions techniques est sous le contrôle direct de la Direction des services vétérinaires.
- Instances de mise en œuvre :
 - Le Groupement de Défense Sanitaire du cheptel du Nord-Caraïbe (GDSNC)
 - La Fédération Martiniquaise des Groupements de Défense Sanitaire du Bétail (FMGDSB)

Fonctions du GDSNC

- Collecte des financements émanant des divers bailleurs de fonds et notamment collecte de la contribution financière des éleveurs au programme, sous forme d'une participation aux actions de détiqage.
- Redistribution des financements pour l'exécution de dépenses.
- Contribution à l'émergence d'autres groupements sanitaires dans le département puis à la constitution de leur fédération.

Fonctions de la FMGDSB

- Expression de la volonté des éleveurs
- Préparation de l'étape 1999-2003 du programme de lutte contre les tiques du bétail.

Organisation pratique

- 19 agents, 2 techniciens, 1 chef de projet
- Identification : pose de boucles sur les bovins et mise en place de la traçabilité de la viande locale.
- Détiquage : généralisation des procédures rationnelles de détiquage

Résultats

- Identification : 100% des éleveurs informés de l'obligation d'identifier le bétail. Ces résultats ont été obtenus notamment grâce à de constantes campagnes d'information à destination des éleveurs. Augmentation des animaux identifiés (chiffre de l'abattoir départemental) : 40% en début de programme, 77% en fin de programme.
- Détiquage : augmentation par trois de la couverture de détiquage entre 1994 et 1998.

3.2. Pourquoi créer des associations sanitaires d'éleveurs ?

En effet à la Martinique, le contexte général est favorable au contrôle rapide des éventuels problèmes sanitaires aigus. De surcroît, le niveau de développement relativement élevé est propice à la mise en œuvre de programmes collectifs. Pourquoi ajouter des structures à celles existant déjà ?

3.2.1. Contexte sanitaire à la Martinique

- Ile petite
- Existence d'un abattoir départemental : surveillance sanitaire très efficace (tuberculose bovine détectée en 1994 à l'abattoir départemental)
- Existence de laboratoires de diagnostic rapidement accessibles
- Couverture sanitaire par des vétérinaires praticiens sur l'ensemble du département
- Bonne coopération entre les vétérinaires praticiens et les services de l'Etat.

Ces données expliquent en bonne partie le contrôle rapide d'une épidémie de peste porcine classique en 1979, à la Martinique.

3.2.2. Niveau général de développement économique

- Routes : l'amélioration du réseau routier facilite l'exécution des actions de terrain
- La diffusion de l'information est possible de façon systématique et répétée sur l'ensemble du territoire, par l'accès aux infrastructures et aux équipements divers.

- L'alphabétisation d'une fraction importante de la population permet la diffusion de courriers multiples à caractère informatif ainsi que la tenue par les éleveurs eux-mêmes, de documents sanitaires

En dépit de ce contexte plutôt favorable au développement d'actions collectives, les groupements sanitaires d'éleveurs sont indispensables.

3.2.3. Fonctions principales des groupements sanitaires

L'expérience vécue actuellement à la Martinique est très intéressante.

En effet, en ce qui concerne la mise en œuvre du programme de lutte contre les tiques du bétail :

- malgré les résultats techniques satisfaisants obtenus entre 1994 à 1998,
- malgré le renouvellement de l'engagement des bailleurs de fonds pour la phase 1999-2003,

Cette deuxième étape a accusé un retard pour une mise en place harmonieuse.

Ces difficultés auraient été moindres, si était établie une représentation forte des éleveurs au plan sanitaire.

En effet, seuls les groupements sanitaires d'éleveurs peuvent constituer :

- Une instance légitime d'adhésion ou mieux de proposition d'actions de terrain : Si l'adhésion des bénéficiaires des actions n'est pas clairement établie, la distribution d'aides publiques peut éventuellement apparaître comme insuffisamment fondée. Les actions entreprises sur le moyen ou long terme risquent d'être contrecarrées au plan technique par des avis divergents émanant des bénéficiaires. De même des oppositions de principe peuvent être la traduction d'une disharmonie entre bailleurs de fonds publics d'une part et bénéficiaires d'autre part.
- Une instance de pérennisation des actions après la diminution ou l'arrêt des financements publics.
- Une instance privilégiée de diffusion de l'information de proche en proche. En effet, qui mieux qu'un éleveur peut-il convaincre un autre éleveur ? Cette fonction est d'autant plus importante que le maillage des infrastructures et des moyens de communication est plus ténu.
- Une instance de collecte de l'ensemble des financements et de redistribution de ces financements.

3.3. Critères à remplir par les groupements sanitaires

3.3.1. Critères administratifs et financiers

Ces associations doivent être de solides réceptacles de transmissions pour les financements :

Nécessité absolue d'une bonne gestion administrative et financière, en temps opportun, afin que ces instances soient fiables aux yeux des bailleurs de fonds et aptes à se conformer rigoureusement aux exigences de chacun d'entre eux.

Il convient de souligner l'extrême exigence des bailleurs de fonds et particulièrement du bailleur de fonds européen.

De surcroît, l'harmonisation des contraintes édictées par les différents bailleurs de fonds est souvent complexe.

3.4. Critères humains

Les groupements sanitaires d'éleveurs doivent rassembler les volontés de responsables représentatifs des éleveurs et soucieux au premier chef de l'intérêt collectif.

Leur élection est donc une étape fondamentale de la constitution des groupements sanitaires et doit émaner du plus grand nombre possible d'éleveurs.

4. INTERVENTION DE MM. LODIN ET CHERDIEU (UDGDS GUADELOUPE)

UDGDS

Union Départementale des Groupements de Défense sanitaire du Bétail

4.1. Description de l'élevage de la Guadeloupe

- Evaluation de l'effectif :

Bovins :	80 000
Caprins :	20 000
- Nombre moyen d'animaux par propriétaire : 10
- Système d'élevage (contention, alimentation, passage de la saison sèche)
- Identification
- Accessibilité des exploitations

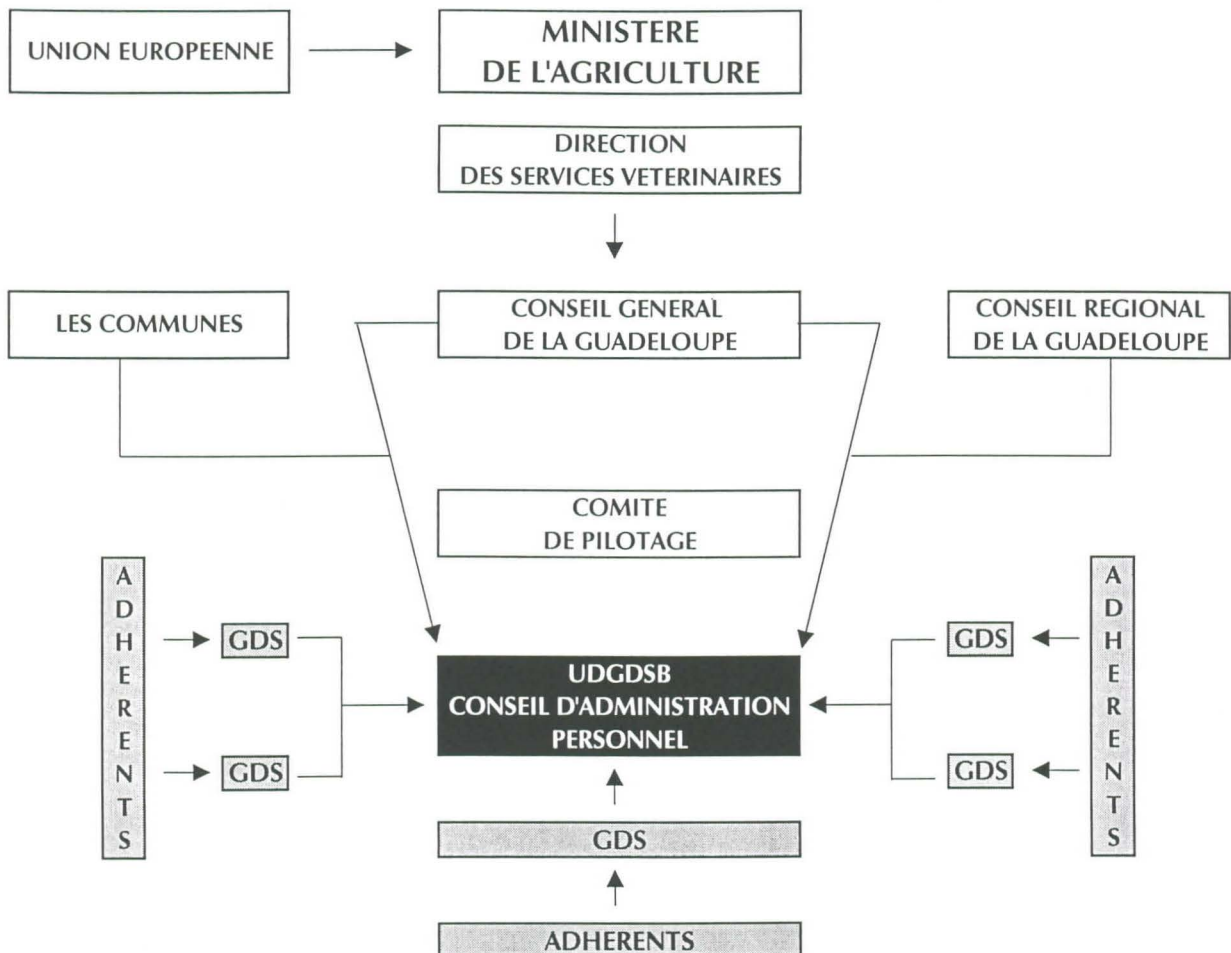
4.2. Situation épidémiologique

- Les maladies transmises par *Amblyoma variegatum*
- Les maladies transmises par *Boophilus microplus*
- Répartition (carte de la Guadeloupe)
- Autres maladies :
 - Bovins : : IBR, Blue Tongue, parasitisme interne, mouches
 - Caprins : ecthyma contagieux, piétain (foot rot), parasitisme interne
- Conclusion : bonne situation sanitaire

4.3. La structure

- Une association loi 1901
- Une association d'éleveurs qui ont défini leur programme. Les collectivités ont donné les moyens. Sans leur initiative et leur organisation, le programme n'aurait pas repris.
- Une fédération loi 1901.
- Cf. Organigramme.

ORGANIGRAMME U.D.G.D.S.B



4.4. Ses actions

Action Sanitaire à prendre au sens le plus large :

- Lutte contre la tique,
- Autres actions dans le cadre d'un Plan Sanitaire d'Elevage (PSE).
 - Pour les bovins : action contre les parasites internes, contre les mouches, alimentation, etc.,
 - Pour les caprins : action contre les parasites internes, gestion du pâturage, ecthyma contagieux, alimentation, etc.

Au service du PSE :

- La pharmacie vétérinaire,
- Le laboratoire de diagnostic

4.5. Lutte contre la tique

Le plan d'action :

1. Recenser
2. Traiter
3. Evaluation

1. Le recensement

- Le bouche à oreille
- Communication : TV, radio, affiches, presse écrite, mailing
- Actions sur le terrain (contact direct) pour un quadrillage de toutes les sections de la Guadeloupe avec des équipes partout.

2. Les traitements

Le tout chimique :

- Aspersions,
- Dépôt dorsal

Les animaux sont soit :

- Traités par nos équipes
- Ou par les éleveurs eux-mêmes (nous ne ferons que du contrôle), dans certaines conditions

3. Evaluation

- Comptage des tiques
- Sérologies (un point de départ)
- PCR sur les tiques

Il ne faut pas oublier que la lutte est dirigée contre les maladies.

5. INTERVENTION DE M. A. FABIAN (Fondation CIMARRON)

M. A. Fabian a été le coordinateur d'un projet pilote de vaccination contre la Peste Porcine Classique (PPC) dans le Nord-Ouest de la République Dominicaine. Il a exposé les principes de ce projet ainsi que les résultats qui ont été obtenus.

Ce projet régional a été cofinancé par l'Union Européenne et le Ministère Français des Affaires Etrangères. Sa durée initiale était prévue pour six mois.

La zone d'intervention incluait les départements de Dajabon, Monte Cristi, Valverde et Santiago Rodriguez dans le Nord-Ouest de la République Dominicaine et en zone frontalière avec Haïti.

Les principaux partenaires pour la mise en œuvre et le suivi technique de ce projet étaient :

- La FONDATION CIMARRON,
- L'ONG INDENOR,
- Le Secrétariat d'Etat à l'Agriculture (SEA),
- L'IICA,
- Le Sous-Secrétariat d'Etat à l'Elevage.
- Le Cirad-emvt

Ce projet a consisté en :

- Un recensement exhaustif des éleveurs (traditionnels et industriels) de porcs et du cheptel de la zone du projet,
- La vaccination contre la PPC de tous les animaux,
- Un volet sensibilisation et vulgarisation sur les conséquences pour l'élevage porcin de la PPC,
- La formation de groupements d'éleveurs autour de thèmes de santé animale et particulièrement de lutte contre la PPC.

Les résultats obtenus au travers de ce projet sont fortement encourageants :

- 5000 éleveurs ont fait vacciner leurs animaux sur une période de 5 mois,
- 20 300 animaux ont été vaccinés sur un total de 23 000 recensés dans la zone : le taux apparent de couverture vaccinale s'élève à 89 %.
- Le coût total de revient de la vaccination par animal, comprenant tous les frais de fonctionnement (coûts d'approche, consommables, salaires, etc.) s'élève à 37,1 RD\$. A titre de comparaison, le prix de vente moyen des porcins (kg de poids vif) dans la zone est de 20 RD\$.
- 54 groupements d'éleveurs de type GDS (Groupements de Défense Sanitaire) ont été créés. La sensibilisation à ce type d'organisation a été réalisée par de nombreuses réunions entre les responsables du projet, les éleveurs et l'Administration. Des supports pédagogiques ont été largement diffusés (Cf. modèles ci-dessous). Dans un premier temps, les objectifs de ces groupements sont de :
 - sensibiliser les éleveurs à la nécessité de vacciner,
 - maintenir une couverture immunitaire suffisante du cheptel (rappels de vaccination, vaccination des nouveaux animaux),
 - diminuer les coûts de vaccination par regroupement des éleveurs (au niveau des frais de logistique, des pertes de vaccin),
 - participer à une veille sanitaire.
- Une bonne collaboration et un partage des tâches (vaccination et contrôle) entre les Services de l'Etat et les acteurs privés ont été institués.

Le recensement des animaux a montré que le cheptel porcin a diminué d'environ 80 % dans cette zone. Les animaux sont principalement élevés de façon traditionnelle (3,5 porcs par élevage).

Les résultats encourageants obtenus lors de ce projet et les économies d'échelle réalisées sur le budget initial ont permis d'envisager sa poursuite dans la région Sud-Ouest de la République Dominicaine.

YO VACUNE

MIS CUARTOS ESTAN MAS SEGUROS



ALERTA

AVISA
INDENOR - PPC
TEL. 572-3920

S. E A.
DIGEGA

YO NO VACUNE



AY!! FRACASE!
ALERTA
AVISA

INDENOR - PPC
TEL. 572-3920

S. E A.
DIGEGA

NO COMPRES PUERCOS
SIN VACUNAR

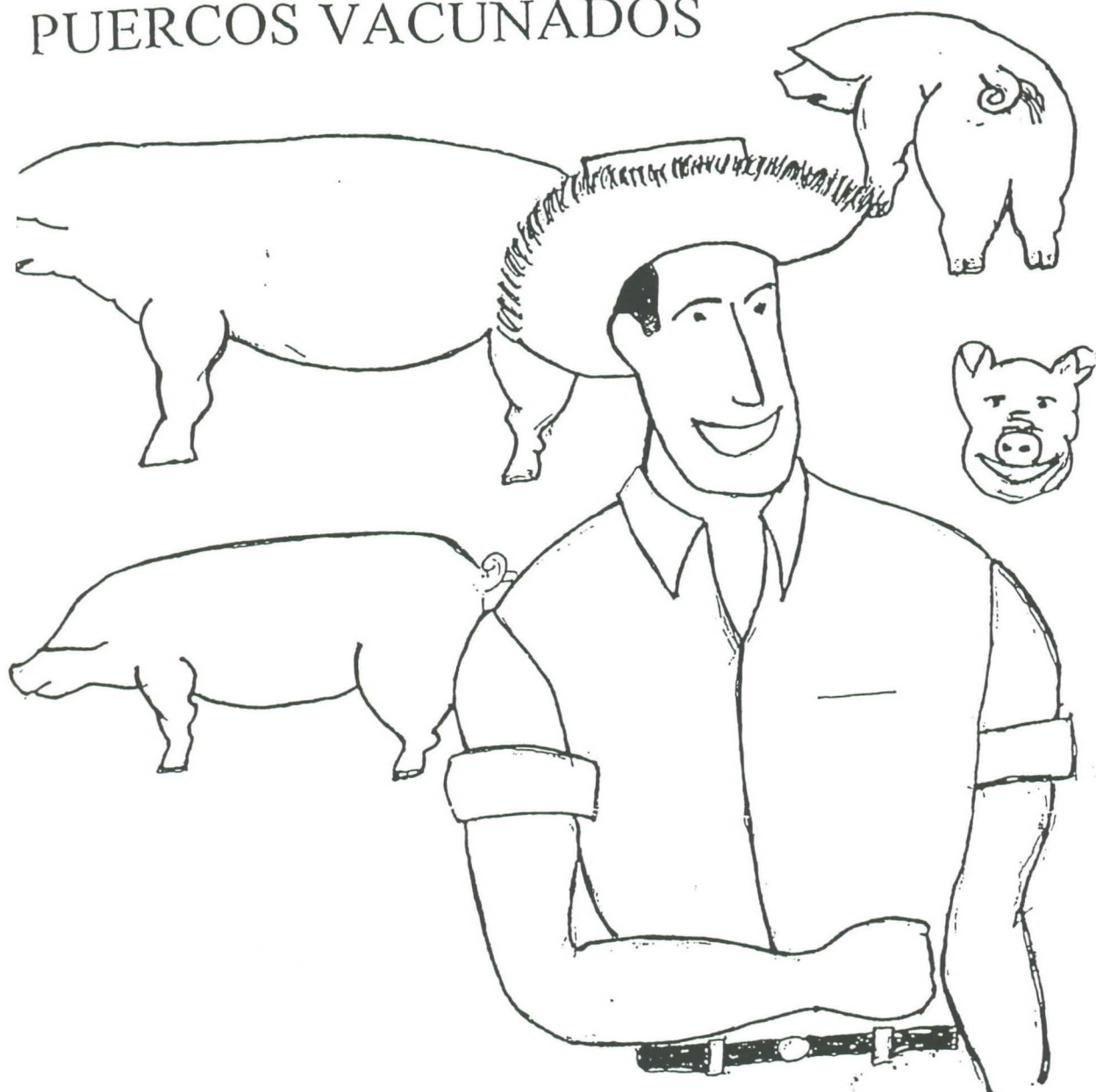


COMPRAR
NO VACUNADOS
HASTA REGALAO DAN PERDIDA
ALERTA

AVISA
INDENOR - PPC
TEL. 572-3920

S. E A.
DIGEGA

YO SOLO COMPRO
PUERCOS VACUNADOS



TENGO MI NEGOCIO
ASEGURADO

ALERTA

AVISA

INDENOR - PPC

TEL. 572-3920

S. E. A.
DIGEGA

**NOSOTROS HICIMOS
LO NUESTRO**



**AHORA TE TOCA
A TI
HAZ TU LUCHA**

**Ya estan vacunados ahora cuidalos hay que
vacunar los nuevos que vienen, producir mas y
mejor y unete a los GDS Grupo de Defensa
Sanitaria. Mas informacion en el Instituto
Para el Desarrollo del Noroeste INDENOR, en la
Secretaria de Agricultura, Union Economica
Europea, Lome IV.**

CAJABON - MONTECRISTI
SANTIAGO RODRIGUEZ - VALVERDE

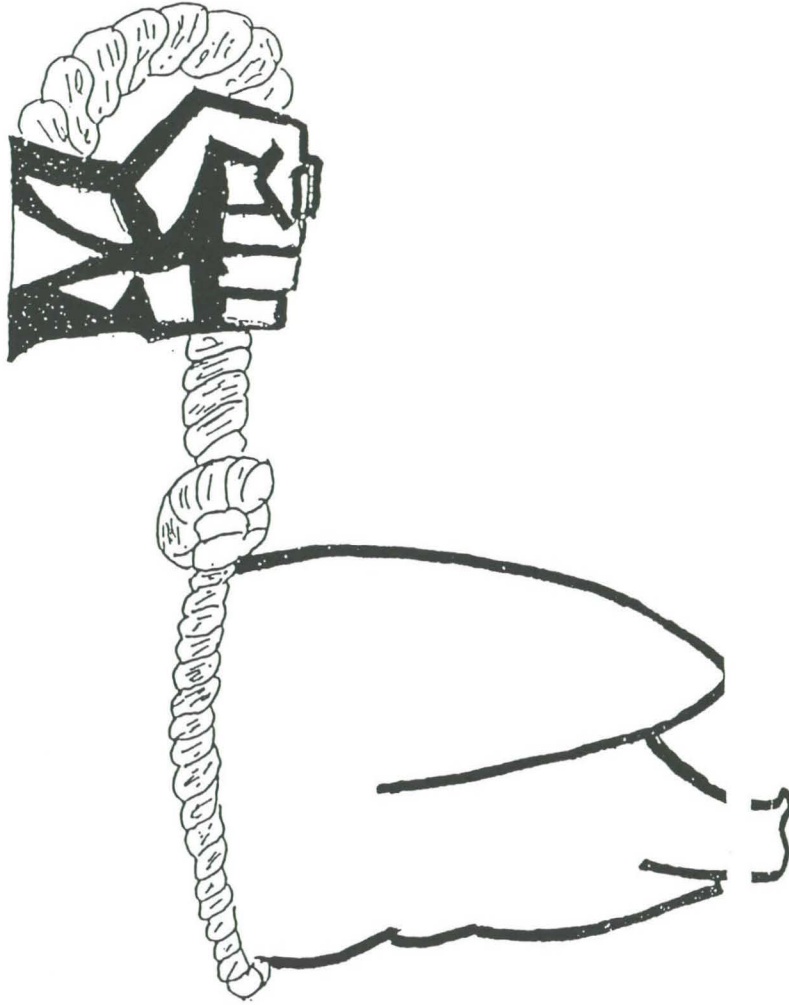
INDENOR - PPC



UNION EUROPEA

PROGRAMA PILOTO
Peste - Porcina - Clasica
C. E. E. - LOME IV - INDENOR
SEA-DIGEGA

NO MAS
LAZOS
VACIOS



DEFIENDELO

UNETE

HAZ LA LUCHA



UN DEDO
ES
DEBIL



LOS DEDOS UNIDOS
SON UN PUÑO
SON PODER

G D S

GRUPO DE DEFENSA SANITARIA

UNETE

Los GDS

Son grupos formados por productores para la defensa sanitaria y la búsqueda de mayor desarrollo pecuario, asociados o en unión a ONGS, Organizaciones No Gubernamentales, y la Sub-Dirección de Ganadería de la Secretaría de Estado de Agricultura, con el apoyo de Comunidad Económica Europea (CEE) y Lomé IV.

TE BENEFICIAS:

- En la vacunación de todos los puercos nuevos, que te nazcan o compres, o después de un año en los ya vacunados.
- No es lo mismo comprar un pote de 50 vacunas para usarlo en 3 o 5 animales que en 50, si se compra entre varios a todos les saldrá más barato, además pueden solicitar una persona que les enseñe el manejo delicado de la vacuna.
- En grupo, pueden pedir que les examinen su zona u otra, y si alguien trae puercos a su región que les garanticen que están vacunados.

**ASISTE A LAS REUNIONES DE LOS GDS
ALERTA, AVISA RAPIDO**

- Reportar cualquier problema, sobre todo si se repite, como diarreas, abortos, muertes, problemas en la piel, mucosidad y lagañas, presencia de granitos en la carne, debilidad, pelo feo, etc.
- Detectando a tiempo es más posible la cura.
- Corregir, es producir y ganar más.
- Solicitar visitas de asesoría técnica, información, vermífugos, vitaminas, antibióticos, manejo, mercado, obtención de animales para mejorar o criar, etc.
- ¿Sabes cómo va lo tuyo?
- Sirven para todos los animales.
- Haz tu lucha por crecer, mejorar tu crianza, siéntete orgulloso de tu trabajo, y usa los organismos y personas que están para servirte.
- Unete con criadores como tú, enseña y aprende.

Para más información llama a Fundación Cimarrón 566-0303, CONAPROPE 535-1944/ 535-6856, SEA-DIGEGA 687-3887.

¡UNETE!


6. INTERVENTION DE M. J-J. DELATE (Ministère Français de l'Agriculture)

 **The French Veterinary Services**




- Missions
- Technical Staff
- Organization
- Veterinary Laboratories



R. 199/98 SVT89 1

 **Missions**

- Public Health
 - Zoonosis
 - Food Hygiene
- Animal Health and Welfare
- Environnement
 - Pollution of animal related industries
 - Protection of endangered species (CITES)


R. 199/98 SVT89 2

 **Technical Staff**




- State civil servants
 - Veterinary Inspectors (ENSV)
 - Technician of Veterinary Services (INFOMA)
- Local civil servants and parapublic employees (local and national laboratories)
- Private veterinarians (sanitary veterinarians) under contract


R. 199/98 SVT89 3

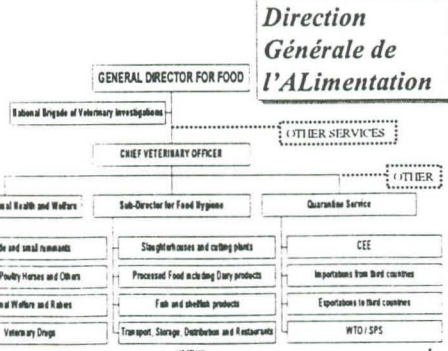
 **Organization**

- Central Administration = Regulations and National Policies
- Local services = Enforcement
- National Brigade of Veterinary Investigations



R. 199/98 SVT89 4


 **Direction Générale de l'Alimentation**




```

graph TD
    GDF[GENERAL DIRECTOR FOR FOOD] --- RBVI[National Brigade of Veterinary Investigations]
    GDF --- OS1[OTHER SERVICES]
    GDF --- CVO[CHIEF VETERINARY OFFICER]
    CVO --- SDHW[Sub-Director for Animal Health and Welfare]
    CVO --- SDFB[Sub-Director for Food Hygiene]
    CVO --- QS[Quarantine Service]
    SDHW --- CSRM[Cattle and small ruminants]
    SDHW --- SPHC[Swine Poultry Horses and Others]
    SDHW --- AWR[Animal Welfare and Rabies]
    SDHW --- VD[Veterinary Drugs]
    SDFB --- SEP[Steughtenhouses and cutting plants]
    SDFB --- PFFD[Processed Food including Dairy products]
    SDFB --- FSP[Fish and shellfish products]
    SDFB --- TSDR[Transport, Storage, Distribution and Restaurants]
    QS --- CEE[CEE]
    QS --- IBC[Imports from third countries]
    QS --- ETC[Exports to third countries]
    QS --- WTS[WHO / SPS]
  
```

R. 199/98 SVT89 5

 **Local administrative units**

- 100 «départements»
- 1 Director of Veterinary Services / département



R. 199/98 SVT89 6



Veterinary laboratories

- National laboratories : CNEVA and LCR
- Local Veterinary Laboratories



N 100/98

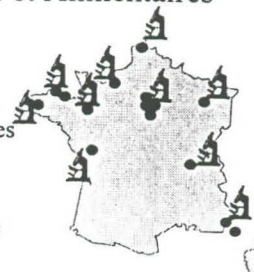
NVT 89

7



Centre National d'Etudes Vétérinaires et Alimentaires CNEVA

- 12 National Laboratories
- R&D
- National and International Reference Laboratories



N 100/98

NVT 89

8



Local Veterinary Laboratories

- Local Authorities approved by the State
- Routine analysis
 - Animal Health
 - Food Hygiene
 - Environnement
- Regional and Technical specialization



N 100/98

NVT 89

9



Conclusion

- Consistency of the Missions
- Qualified Staff
- Centralized Organization
- National and Local Network of Laboratories



N 100/98

10

Les services de santé animale officiels et les GDS

Par J-J DELATE
DGAL /MCSI
FRANCE

Les services vétérinaires français

La structure générale

- L'administration centrale
- Les services déconcentrés
- Les vétérinaires libéraux
- Les GDS

Les acteurs

- Les agents de l'Etat
- Les éleveurs
- Les vétérinaires libéraux
- les laboratoires
- les GDS
- Les groupements techniques vétérinaires

Organisation des contrôles

- Par sondage et de façon non discriminatoire
 - Flux commerciaux
 - importance des mouvements
 - la présence d'opérateurs à problèmes
- Pouvoir décisionnel des agents
 - fréquence
 - actions à entreprendre (base légale)

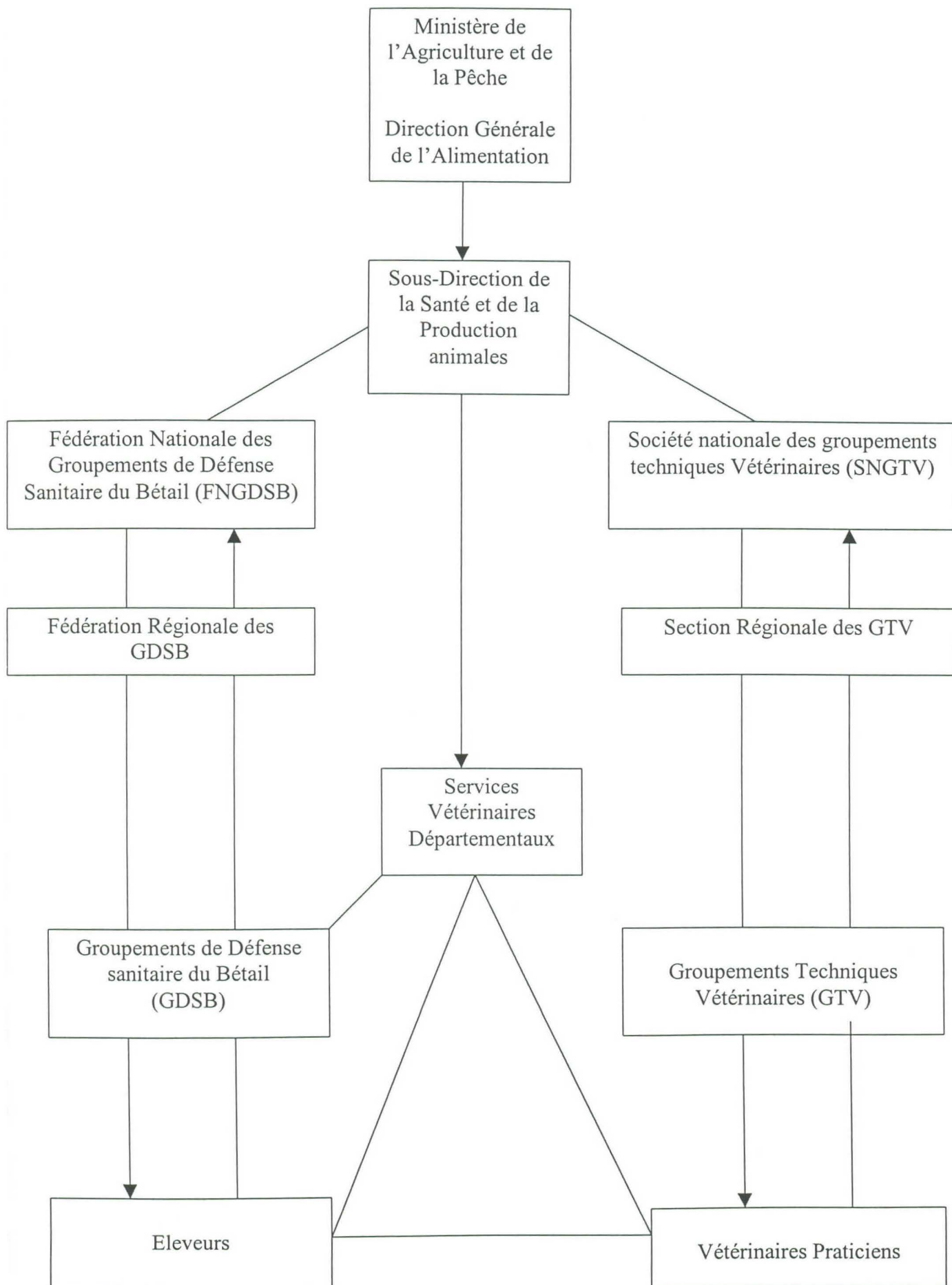
Organisation des contrôles

- Eléments déclenchants
 - consultation d'ANIMO
 - information par opérateur
- Le contrôle
 - documentaire
 - d'identité
 - physique

Identification et tracabilité

Intérêts de la tracabilité

- Meilleur suivi des animaux et de leur mouvement :
- Outil indispensable pour le suivi épidémiologique
 - identification des éleveurs
 - des exploitations
 - des animaux
- Eléments de base
 - le suivi sanitaire
 - la génétique
 - les contrôles d'performances
 - la gestion des stocks



7. ANNEXE 1 : LISTE DES PARTICIPANTS

Nom et prénom	Titre / Fonction	Organisation	Adresse	Pays	Téléphone	Fax	Email
Victor ML. Espailly M.	Asesor Tecnico	ASODECRIA, Inc	Prof. Emilio Batista # 8 Dajabon	Republica Dominicana	809-579-8210 809-579-8330		
Miguel Andrés Betances Sosa	Secretario Ejecutivo	INDENOR	Ave 28 de Agosto, Carretera Mao-Santiago Rodriguez	Republica Dominicana	809-572-3064 809-575-3920	809-572-5304	
Santiago Rivae	Coordinador de la Red Apicola Dominica	Centro Para el Devarrollo Agropecuario y Forestal (CEDAF)		Republica Dominicana	809-544-0616	809-544-4727	
Pedro E. Hainser	Consulpe		Bohvehio 39 Santo Domingo	Republica Dominicana	809-472-2509	809-566-1188	
Jean Marco Broche	Veterinario		GMR # 29	Republica Dominicana	809-547-1639		
Dr Dileccio Vanderlinder P.	Coordinator sanidad Agropecuaria	IICA	Fray Cipriano de Utreras Esq. Del Libano Centro de los Heroes	Republica Dominicana	809-533-7522 Ext : (33)	809-532-8232	
Isabel Alvarez	Veterinario			Republica Dominicana			
Esther Baths	Veterinario			Republica Dominicana			
Dr Caryl Lockhart			Unphi (Est postgrado)	Republica Dominicana			
Ing. Manuel de Js. Linano (en representacion Padre Lorenzo Uargas)		CEZOPAS	Monte Plata	Republica Dominicana	809-525-0896		
Dr Eudides Gutierrez			Calle Sebastian Ramos # 6 P/A Mao, Valverde	Republica Dominicana	809-572-4081		
Dr Ausberto Rodriguez Sanchez			Calle Sinfleur # 35 Dajabon Enc. zonal pecuaria	Republica Dominicana	809-579-8973		
Angel A. Ventura		Direccion General de Ganaderia	Jardines del Norte Santo Domingo	Republica Dominicana	809-547-3887		
Anyclo Minier			Calle Fructuoso Rodriguez # 42 Mao Valverde	Republica Dominicana	809-572-4883 809-572-3064		

Nom et prénom	Titre / Fonction	Organisation	Adresse	Pays	Téléphone	Fax	Email
Juan Manuel Micheo Puig	Coordinador	VSF	Calle Hnos. Deligne # 208 Gazcue Santo Domingo	Republica Dominicana	809-682-3877 809-686-3263	809-682-4088	
Dr Alvaro E. Frias Sosa	Director Dpto Sanidad Animal	Direccion General de Ganaderia	Urbanizacion Jardines del Norte Km. 6 1/2, Autopista Duarte Santo Domingo	Republica Dominicana	809-547-3887		
Bartomeu Garriga A.	Director ejecutivo	FUNDASEP	Calle San Juan Bautista Apartado Postal No 99 San Juan de la Maguana	Republica Dominicana	809-557-2898 809-557-2951	809-557-4823	obisp.sjm@codetel.net.do
Dr Michel CHANCY	Directeur	Veterimed	178 rue Alerte Port-au-Prince	Haïti	509-222-9360	509-223-4512	veterimed@rehred-haiti.net / veterimed@ht.refer.org
José Luis Mesa, S.J.	Director	Instituto Agronomico San Ignacio de Loyola	Calle Diarte # 70 Dajabon	Republica Dominicana	809-579-8229	809-579-8501	iasil.dajabon@codetel.net.do
Dr José R. Hernandez	Director Esc. de Medicina Vet.	Universidad Nacional Pedro Henriquez Urena	Av. Kennedy Km.5-1/2 C-1 Santo Domingo	Republica Dominicana	809-541-2232 908-562-6601	809-566-2206	
Agron. José Yermenos Forastieri	Director ejecutivo	CONAPROPE	Ciudad Ganadera Santo Domingo	Republica Dominicana	809-535-1944 809-535-6866	809-535-0526	
Kurt Schneider	Director de Programa	Helvetas	Moises Garcia No 25 Sector Gazcue Apartado Postal 21746 Santo Domingo	Republica Dominicana	809-688-4503	809-688-8174	helvetas.dom@codetel.net.do

8. ANNEXE 2 : LISTE DES INTERVENANTS

Nom et prénom	Titre / Fonction	Organisation	Adresse	Pays	Téléphone	Fax	Email
Jean-Jacques Delate	Vétérinaire Inspecteur	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche / DGAL / MCSI	251, rue de Vaugirard 75 015 Paris	France	33 1 49 55 58 18		Jean- Jacques.delate@agriculture .gouv.fr
Angel Fabian Llavona	Presidente	Fundacion Cimarron	Carrerata Mella Km.31 P.O. Box 3569 Santo Domingo	Republica Dominicana	809-566-0303		angelfabian@hotmail.com
M. Lodin	Président	UDGDS Guadeloupe	Rond Point Destrellan 97 122 Baie Mahault	Guadeloupe	590 26 44 63	590 26 39 28	
Yann Cherdieu	Directeur	UDGDS Guadeloupe	Rond Point Destrellan 97 122 Baie Mahault	Guadeloupe	590 26 44 63	590 26 39 28	
Françoise Rose-Rosette	Conseiller Technique	Plan POSEIDOM Vétérinaire	Parc de Tivoli 97 200 Fort de France	Martinique	596 64 30 55 596 64 24 90		
Stéphane Klotz	Responsable Cirad- emvt Martinique	Cirad-emvt	BP 427 97 204 Fort de France cedex	Martinique	596 73 17 82	596 73 19 47	Klotz@cgit.com / stephane.klotz@cirad.fr

9. ANNEXE 3 : PROGRAMME DE LA JOURNEE

LES GROUPEMENTS D'ELEVEURS ET LA GESTION DE LA SANTE ANIMALE

Journée du 26 Mai 1999

Santo Domingo – République Dominicaine

8 h 00 : Introduction

- M. Klotz, Cirad-emvt

8 h 15 : L'expérience française des Groupements de Défense Sanitaire (GDS)

- M. Lodin, Président de l'Union des Groupements de Défense Sanitaire de Guadeloupe
- Me Rose-Rosette, Conseiller Technique auprès des Groupements de Défense Sanitaire de Martinique (programme POSEIDOM Vétérinaire)

9 h 45 : Pause-café

10 h 15 : Les relations entre l'Etat et les organisations d'éleveurs

- M. Delate, Vétérinaire de l'Administration Centrale au Ministère français de l'Agriculture et de la Pêche
 - l'interface entre les GDS et les services de l'Etat,
 - le mandat sanitaire
 - les fonctions régaliennes en matière de santé animale

11 h 00 : Le Projet Pilote de Vaccination contre la Peste Porcine en Région Frontalière Haïti / République Dominicaine et la création de Groupements d'Eleveurs :

M. Fabian Llavona, Président de la Fondation CIMARRON

12 h 00 : pause repas

14 h 00 : Discussions sur les possibilités d'éradication de la peste porcine classique sur Hispaniola : implication des différents partenaires Dominicains et Haïtiens : Etats, éleveurs, vétérinaires privés.

16 h 30 - 17 h 00 : clôture